

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 08/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE

campus arteparc bat c
595 rue pierre berthier - les milles
13290 Aix-En-Provence

Références : -

Code AIOT : 0006601920

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté Lieu-dit Pichegu Route de st-Gilles - CD 38 30127 Bellegarde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- Lieu-dit Pichegu Route de st-Gilles - CD 38 30127 Bellegarde
- Code AIOT : 0006601920
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des installations	Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 2.1.8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 2.1.9	Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Rejets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3 - V	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Contrôles des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 8.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion du compostage	Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 4.4	Sans objet
4	surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne présente aucune procédure écrite sur l'entretien et la maintenance des installations et des dispositifs de traitement des effluents. De plus, les fréquences d'opération de maintenance et d'entretien ne sont pas respectées, notamment sur les 3 derniers mois de l'année 2024 où aucune opération n'est enregistrée.

L'établissement n'est pas maintenu dans un état de propreté satisfaisant, notamment au niveau des voies de circulation et des aires de stockage.

Les rapports d'analyses sur les facteurs olfactométriques et physicochimiques, notamment celui de juin 2024, présentent des dépassements des valeurs limites d'émissions (VLE) sur les concentrations de NH3 et d'odeurs, ces dépassements constituent un non respect des dispositions de l'annexe 3.3-V de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2024.

De plus, ces dépassements n'ont pas été communiqués à l'inspection.

L'exploitant a cependant réalisé un changement du dispositif de traitement des effluents gazeux en remplaçant les tours de micro-lavage par un système de traitement par éolage Ce changement a

fait l'objet d'un porter à connaissance déposé en mai 2024, et l'exploitant indique que ce nouveau dispositif serait plus performant. Toutefois, les mesures olfactométriques et physicochimiques de décembre 2024 réalisées avec ce nouveau traitement sont encore en cours d'analyse. Ces 4 constats constituent des non-conformités et font l'objet d'un projet arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 2.1.8
Thème(s) : Autre, Conditions d'aménagements
Prescription contrôlée : Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et des installations de traitement des effluents atmosphériques et des eaux pluviales. L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : Il n'est pas présenté de procédure écrite. Aucune procédure sur l'entretien et la maintenance des dispositifs et des installations n'est écrite le jour de l'inspection. L'exploitant explique que le personnel est formé et compétent et que ces derniers maîtrisent les actions à mettre en place pour l'entretien et la maintenance notamment des dispositifs de sécurité et des installations de traitement des effluents atmosphériques. Le registre des entretiens 2024 est présenté le jour de l'inspection et le registre des entretiens réalisés en 2023 est transmis à l'inspection le 18 décembre 2024 par voie électronique. Les registres renseignent les fréquences d'intervention et l'opération à réaliser. Ce registre ne permet pas de retranscrire le résultat de l'opération notamment sur les potentiels observations ou commentaires permettant la gestion des anomalies de fonctionnement. Il est constaté que les fréquences des opérations ne sont pas respectées. Notamment sur l'année 2024, aucune opération n'est enregistrée de la fin du mois de septembre jusqu'au jour de l'inspection soit environ 3 mois où aucun entretien n'est renseigné sur le registre. De plus, la régularité des opérations n'est pas respectée, par exemple : <ul style="list-style-type: none">• en 2024, les buses TML (tour de micro lavage) où une intervention est prévue au moins une fois par mois, aucune intervention n'est effectuée les mois de janvier, de mars, ainsi que les 3 derniers mois de l'année. Sur les autres mois, 5 des 10 opérations renseignées ne sont pas effectuées sur les périodes prévues;• l'étalonnage des sondes de la tour de lavage n'est pas renseigné sur l'ensemble de l'année 2024 et de mi-mai à fin décembre 2023;• en 2024, 4 mesures NH3 et H2S ont été renseignées sur les 17 prévues. En 2023, 10 sur 17

<p>ont été effectuées.</p> <p>Dans l'ensemble, le registre de maintenance de 2024 comporte moins de renseignements que celui de 2023.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.1.8 de l'arrêté préfectoral du 02 mars 2016.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser des procédures écrites de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques.</p> <p>L'exploitant doit faire vérifier périodiquement par un personnel qualifié le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité, des installations de traitement des effluents atmosphériques et des eaux pluviales dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Entretien de l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 2.1.9</p>
<p>Thème(s) : Autre, Conditions d'aménagements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment, les pistes de circulation, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les envols de papiers et plastiques et les amas de matières dangereuses ou polluantes, les entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.</p> <p>Lorsque les travaux ne doivent porter que sur une partie des installations dont le reste demeure en exploitation, toutes les précautions telles que vidange, dégazage, neutralisation des appareils, isolement des arrivées et des départs des installations, obturation des bouches d'égout..., doivent être prises pour assurer la sécurité.</p> <p>Toutes dispositions doivent être prises pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté un état de propreté non satisfaisant notamment aux niveaux des pistes de circulation et des aires de stockages.</p> <p>Le registre d'entretien de 2024 est présenté. Il est notamment constaté que les fréquences des opérations de nettoyage des galeries et des gouttières ne sont pas respectées ainsi que celle de la lutte contre les nuisibles : sur la prolifération des insectes, seules 2 opérations sont réalisées sur l'année 2024 sur les 13 prévues et aucune sur les 8 opérations de dératisation à faire sur l'année.</p>

Aucun rongeur ou insecte n'est constaté le jour de l'inspection.
Ce constat constitue une non conformité à l'article 2.1.9 de l'arrêté préfectoral du 02 mars 2016.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit maintenir l'établissement et ses abords dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation et les aires de stockage et doit faire l'objet d'un nettoyage fréquent afin d'éviter un entrainement de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales et d'éviter la prolifération de nuisibles et de façon générale tout développement biologique anormal dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Gestion du compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 4.4
Thème(s) : Autre, Gestion du compostage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il tient à jour un document de suivi par lot sur le quel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document:</p> <ul style="list-style-type: none"> • nature et origine des produits ou déchets constituant le lot; • mesures de température et d'humidité relevées au cours du process • dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains. <p>Les mesures de température sont réalisées conformément à l'article 4.1. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot. Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts. Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les formulaires de traçabilité (références : FO/Q/DG/68a2 fabrication lot 19; FO/Q/DG/68C maturation lot 19; FO/Q/DG/68C compost lot 19) sont présentés.</p> <p>Ces documents permettent de faire le suivi par lot. Chaque lot est composé de 8 sous-lots. Le formulaire de traçabilité (Réf: FO/Q/DG/68a2) reporte les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la nature et l'origine ou déchet constituant le lot

- le poids net en tonne
- le numéro d'identification
- les dates des retournements ou de périodes d'aération

Au cours du process, la température est suivie mais pas l'humidité. L'exploitant présente un graphique du suivi de la température sur le lot F-24-0169, un des 8 sous-lots qui composent le lot 19.

Le formulaire de traçabilité FO/Q/DG/68a2 indique que le poids théorique en sortie de maturation est identique au poids net total des sous-produits organiques. Il en résulte une absence de perte de poids liée au traitement, soit 0 %, pour l'ensemble des sous-lots constituant le lot 19. Selon ce suivi, la quantité enregistrée en sortie de fabrication correspond exactement à la somme du poids net des sous-produits organiques et du poids net des structurants, moins le poids net des structurants.

Le formulaire de traçabilité (réf : FO/Q/DG/68C maturation lot 19) indique la durée du compostage pour chaque lot. Le formulaire de traçabilité (réf : FO/Q/DG/68C compost lot 19) indique la conformité analytique du compost à la norme NFU44295.

Deux rapports d'analyse sur le lot 19 sont présentés (références : CO-4E91-095-24-19-E1 et CO-4E91-095-24-19-E2). Ces rapports montrent une non-conformité relevée sur le lot 19 (ref CO-4E91-095-24-19-E1) et 2 semaines plus tard une seconde analyse conforme sur le même lot pour la libération du produit fini (CO-4E91-095-24-19-E2).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Moyens mis en œuvre

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets.

Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.

L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.

Constats :

Le jour de l'inspection, le rapport d'analyse olfactométrique et physicochimique de novembre 2023 est présenté (réf: 1067396-01 / SE9000006 / CV_SE0001093).

Le 18 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection par courrier électronique le rapport d'analyse de juin 2024 (Réf : 1104866-01 / SE9000009).

Ces rapports ont été réalisés par GINGER BURGEAP et c'est ce dernier qui a réalisé les

prélèvements sur les points de prélèvement suivants :

- Rejet de la tour de lavage chimique (désodorisation),
- Tour de micro lavage 1,
- Tour de micro lavage 2,
- Tour de micro lavage 3A,
- Tour de micro lavage 3B.

La société EGIS a réalisé les analyses olfactométriques selon la norme NF EN 13725 et la société TERA ENVIRONNEMENT a réalisé les analyses physico-chimiques selon la norme NF EN 1911 pour l'ammoniac. Les 2 sociétés ci-avant sont accréditées COFRAC.

Les 4 tours de micro lavage ont été remplacées par un traitement par éolage entre la surveillance des rejets de juin 2024 et celle de décembre 2024.

Les analyses olfactométriques et physicochimiques de décembre 2024 ont été réalisées sur la tour de lavage chimique et sur le système de traitement par éolage. Le rapport d'analyse de décembre n'est pas finalisé et n'a pas pu être contrôlé dans le cadre de cette inspection.

Les informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3 - V

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents gazeux

Prescription contrôlée :

V. - Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
T r a i t e m e n t b i o l o g i q u e d e s d é c h e t s , y c o m p r i s t r a i t e m e n t m é c a n o - b i o l o g i q u e	H2S (1)	/	semestrielle
	NH3 (1)	20 mg/Nm3 (3)	semestrielle
	C o n c e n t r a t i o n d ' o d e u r s (2)	500 ouE/ Nm3(3)	semestrielle

(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH3 et de H2S.(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH3, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport d'analyse de juin 2024. Il est demandé que ce rapport ci-avant soit transmis à l'inspection.

Le rapport d'analyse sur la campagne de mesures olfactométriques et physicochimiques de novembre 2023 est présenté (réf: 1067396-01 / SE9000006 / CV_SE0001093). Ce rapport est réalisé par la société GINGER BURGEAP, les analyses olfactométriques par la société EGIS accréditée Cofrac n°1-2314 et les analyses physicochimiques par la société TERA ENVIRONNEMENT accréditée Cofrac n° 1-5599.

Il est constaté:

- Les concentrations d'H₂S des rejets canalisés sont toutes inférieures à la limite de quantification.
- Concernant l'ammoniac (NH₃), la valeur seuil de concentration pour un flux supérieur à 100 g/h est dépassée pour la Tour 2. La valeur est respectée pour l'ensemble des autres rejets.
- Concernant les concentrations et débits d'odeurs, les valeurs de novembre 2023 sont dans la gamme moyenne à basse des valeurs observées depuis 2016. Les concentrations d'odeurs sont de l'ordre de 171 uoE/m³ au niveau des andains et comprises entre 783 et 2183 uoE/m³ au niveau des tours de micro lavage.
- Les résultats de cette campagne de mesures montrent que le débit d'odeurs global du site (700x 10⁶ uoE/h) dépasse la valeur limite (20 x 10⁶ uoE/h) imposée par l'arrêté du 22 avril 2008. Au-delà de ce seuil, une étude de dispersion doit être réalisée afin de déterminer l'impact olfactif du site dans son environnement et vérifier le respect de la fréquence de dépassement de la valeur de 5 uoE/m³.

Le 18 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'analyse sur la campagne de mesures olfactométriques et physicochimiques de juin 2024 (réf: 1104866-01 / SE9000009). Ce rapport est réalisé par la société GINGER BURGEAP, les analyses olfactométriques par la société EGIS accréditée Cofrac n°1-2314 et les analyses physicochimiques par la société TERA ENVIRONNEMENT accréditée Cofrac n° 1-5599.

Il est constaté:

- Les concentrations d'H₂S des rejets canalisés sont toutes inférieures à la limite de quantification.
- Concernant l'ammoniac, la valeur seuil de concentration pour un flux supérieur à 100 g/h est dépassée pour l'ensemble des rejets canalisés du site.
- Concernant les concentrations et débits d'odeurs, les valeurs de juin 2024 sont dans la gamme moyenne à haute des valeurs observées depuis 2016. Les concentrations mesurées en juin 2024 sont de l'ordre de 175 uoE/m³ au niveau des andains et comprises entre 1972 uoE/m³ et 6309 uoE/m³ pour les tours de micro lavage et de 21017 uoE/m³ pour la tour de lavage physico-chimique.
- Les résultats de cette campagne de mesures démontrent que le débit d'odeurs global du site (de l'ordre de 1200 x 10⁶ uoE/h) dépasse la valeur de 20 x 10⁶ uoE/h à partir de laquelle l'arrêté du 22 avril 2008 demande une étude de dispersion doit être réalisée afin de déterminer l'impact olfactif du site dans son environnement et vérifier le respect de la fréquence de dépassement de la valeur de 5 uoE/m³.

Les deux rapports d'analyses ci-dessus démontrent un dépassement significatif du débit d'odeurs

global du site. Cependant, aucune étude de dispersion n'a été réalisée pour déterminer l'impact olfactif du site dans son environnement.
Le rapport d'analyse de juin 2024 montre un dépassement de la valeur limite d'émission en NH₃ et en concentration d'odeur.

L'exploitant indique que le nouveau traitement des rejets par éolage qui remplace les tours de micro lavage devrait être plus efficace.

Ce constat constitue une non-conformité aux dispositions de l'annexe 3.3 - V de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant doit mettre en place de mesures correctives de manière à respecter les valeurs limites d'émission en NH₃ et en concentration d'odeur. A ce titre l'exploitant doit transmettre un rapport d'analyse conforme aux dispositions de l'annexe 3.3-V de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2019 dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Contrôles des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2016, article 8.7

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les paramètres mentionnés à l'article 4 de l'APC n°20-152-DREAL du 18 août 2020 font l'objet de mesures périodiques de fréquence semestrielle.

Un contrôle effectif des débits d'odeurs de chaque source canalisée et surfacique (aire de maturation) est également réalisé selon une fréquence annuelle.

À Tout moment la fréquence de ces contrôles pourra être modifiée avec l'accord de l'inspection des installations classées. En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées et précise les mesures prises ou prévues pour rétablir la conformité des rejets. Des contrôles complémentaires, ou une fréquence accrue des contrôles mentionnés ci-dessus, pourront être réalisés, à la demande de l'inspection des installations classées, en cas de nuisances olfactives avérées ou de plaintes de riverains.

Constats :

Les analyses sur les paramètres de concentration d'odeur et sur les concentrations d'hydrogène sulfuré et d'ammoniac sont réalisé semestriellement.

Le contrôle des débits d'odeurs est également réalisé semestriellement.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE), notamment ceux mentionnés dans le rapport d'analyse de juin 2024 (réf. 1104866-01 / SE9000009). Il n'a également pas effectué de contre-analyses ni précisé les mesures prises ou

envisagées pour rétablir la conformité des rejets.

L'exploitant a procédé à un changement de procédé, substituant le traitement par tour de micro-lavage par un système de traitement par éolage. Le rapport d'analyse des rejets réalisée en décembre 2024 a été effectué sur le nouveau système de traitement, cependant ce rapport est en cours d'élaboration et n'a pas été transmis à l'inspection.

L'efficacité de ce nouveau traitement ne peut donc pas être constatée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un rapport d'analyse sur les facteurs olfactométriques et physicochimiques qui démontre l'efficacité du nouveau traitement par éolage et du retour à la conformité des rejets gazeux dans un délai de 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois